

**Comité préparatoire
de la Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

26 avril 2012
Français
Original : anglais

Première session
Vienne, 30 avril-11 mai 2012

**Vérification multilatérale du désarmement
nucléaire : application des principes
d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence**

**Document de travail présenté par l'Afrique du Sud
au nom du Brésil, de l'Égypte, de l'Irlande, du Mexique,
de la Nouvelle-Zélande et de la Suède, en leur qualité
de membres de la Coalition pour un nouvel agenda**

Perspective

1. Lors de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015, les États parties sont convenus de prendre des mesures concrètes, systématiques et progressives pour mettre en œuvre l'article VI du Traité ainsi que le paragraphe 3 et l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 intitulée « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires ». Au nombre de ces mesures figuraient l'engagement sans équivoque de la part des États dotés d'armes nucléaires à parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et à appliquer le principe d'irréversibilité au désarmement nucléaire et aux autres mesures connexes de réduction et de contrôle des armements. La Conférence d'examen de 2000 a engagé les États dotés d'armes nucléaires à faire preuve d'une plus grande transparence et les États parties à poursuivre le développement des capacités de vérification nécessaires pour s'assurer que les accords de désarmement nucléaire visant à créer et à maintenir un monde exempt d'armes nucléaires sont respectés. La Conférence est également convenue que les États dotés d'armes nucléaires devaient déclarer, dès que cela serait possible, toutes les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'ayant plus d'utilité à des fins militaires et à les placer sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou d'autres arrangements et dispositifs de vérification internationaux pertinents, afin de les réaffecter à un usage pacifique et de s'assurer ainsi qu'elles ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires.

2. La Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a réaffirmé l'engagement sans équivoque de la part des États dotés d'armes nucléaires à parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et la validité permanente des mesures concrètes convenues en



2000. Les États dotés de l'arme nucléaire se sont aussi engagés à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire. Tous les États parties se sont engagés à appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence dans l'exécution des obligations contractées en vertu du Traité. En réaffirmant les engagements souscrits en 2000, la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010 a encouragé les États dotés de l'arme nucléaire à s'engager à déclarer à l'AIEA toutes les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'ayant plus d'utilité à des fins militaires et à les placer sous le contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et dispositifs de vérification internationaux pertinents. À cet égard, tous les États ont été incités à appuyer la mise en place, dans le cadre de l'AIEA, de modalités de vérification juridiquement contraignantes, pour faire en sorte que les matières fissiles désignées par chaque État doté d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées.

3. Depuis l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, des efforts importants ont été accomplis pour renforcer le système des garanties de l'AIEA dans les pays non dotés d'armes nucléaires, comme l'exige l'article III du Traité, en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires. Ces efforts comprenaient la mise en place d'accords de garanties généralisées, le Modèle de protocole additionnel aux accords entre des États et l'Agence internationale de l'énergie atomique relatifs à l'application de garanties et le système intégré de garanties qui ont pour but d'apporter des assurances crédibles sur le fait que des matières nucléaires ne sont pas détournées à d'autres fins que celles qui ont été déclarées ou qu'il existe des activités et des matières nucléaires non déclarées.

4. Par contre, aucun effort de ce type n'a été déployé pour renforcer les garanties dans les États dotés de l'arme nucléaire, en particulier à l'appui des mesures de désarmement nucléaire, malgré les engagements pris dans ce domaine en 2000 et en 2010. Bien que tous les États dotés de l'arme nucléaire aient signé et ratifié les protocoles additionnels à leurs accords de garanties, ce qui constitue un signal politique fort, les effets de ces accords restent largement symboliques, compte tenu de la nature des accords de garantie appliqués à l'heure actuelle dans les États dotés de l'arme nucléaire.

5. Il est important de noter que l'article III.B.1 du Statut de l'AIEA exige que l'Agence agisse « selon les buts et principes adoptés par les Nations Unies en vue de favoriser la paix et la coopération internationales, conformément à la politique suivie par les Nations Unies en vue de réaliser un désarmement universel garanti et conformément à tout accord international conclu en application de cette politique ». Par ailleurs, l'article III.A.5 du Statut prévoit que l'Agence doit instituer et appliquer des « mesures visant à garantir que les produits fissiles spéciaux et autres produits, les services, l'équipement, les installations et les renseignements fournis par l'Agence ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle ne sont pas utilisés de manière à servir à des fins militaires; et d'étendre l'application de ces garanties, à la demande des parties, à tout accord bilatéral ou multilatéral ou, à la demande d'un État, à telle ou telles activités de cet État dans le domaine de l'énergie atomique ». À ce propos, la stratégie de l'AIEA à moyen terme pour la période 2012-2017 stipule que l'Agence doit rester prête à aider, comme le veut son

Statut, aux tâches de vérification réalisées en application d'accords de désarmement nucléaire ou d'accords de limitation des armements qui peuvent lui être demandées par les États parties à ces accords.

6. En dehors de la poursuite des travaux sur la mise en œuvre de l'Accord entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement de la Fédération de Russie sur la gestion et l'élimination du plutonium déclaré inutile aux besoins de défense et sur la coopération dans ce domaine, aucun autre progrès n'a été enregistré dans l'élaboration de modalités appropriées de vérification juridiquement contraignantes dans le cadre de l'AIEA en vue de renforcer les garanties dans les États dotés de l'arme nucléaire à l'appui des mesures de désarmement nucléaire. Les matières fissiles qui ont été annoncées ou déclarées retirées définitivement des programmes d'armement ou déclarées supérieures aux besoins militaires, et notamment les matières nucléaires qui font l'objet des garanties de l'AIEA, lorsqu'une telle déclaration a été faite au titre d'accords de soumission volontaire aux garanties appliqués dans les États dotés de l'arme nucléaire, peuvent encore être retirées du champ d'application des garanties et utilisées pour fabriquer des armes nucléaires. Ces mesures n'obéissent donc pas pleinement aux principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence approuvés lors des précédentes Conférences des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et n'apportent aucune assurance que des matières fissiles vont être retirées de manière irréversible des programmes militaires, en particulier, le plutonium et l'uranium hautement enrichis, de qualité militaire qui ne sont plus nécessaires à des fins militaires.

7. La vérification des mesures de désarmement nucléaire est un élément indispensable à l'exécution des obligations de désarmement nucléaire résultant de l'article VI du Traité. Le démantèlement des engins à tête nucléaire et la vérification du retrait définitif de matières fissiles des programmes militaires sont donc des points importants à régler pour progresser dans l'édification d'un monde exempt d'armes nucléaires. Dans ce domaine, un régime de vérification multilatérale serait efficace et crédible, tout en satisfaisant l'obligation de respecter la confidentialité relative à la conception et à la composition des armes sensibles, compte tenu des obligations imposées par les articles I et II du Traité.

8. Le présent document de travail se propose de contribuer à l'exécution des engagements de tous les États parties résultant du Plan d'action de 2010 et d'appuyer l'élaboration de modalités de vérification juridiquement contraignantes dans le cadre de l'AIEA pour faire en sorte que les matières fissiles désignées par chaque État doté d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées.

Résolutions, décisions et initiatives pertinentes

9. Depuis l'adoption par l'Assemblée générale de sa première résolution le 24 janvier 1946, la communauté internationale a reconnu la nécessité « d'éliminer, des armements nationaux, les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives » ainsi que « de prendre des mesures efficaces de sauvegarde, en organisant des inspections et par tous autres moyens, en vue de protéger les États respectueux des engagements contre les risques de violation et de subterfuge ». La nécessité des mesures de vérification du désarmement nucléaire se dégage d'un grand nombre de résolutions et de décisions adoptées par l'Assemblée

générale et les Conférences des Parties chargées d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que du Statut de l'AIEA. L'annexe au présent document de travail contient une liste indicative des décisions adoptées en application du Traité qui ont trait aux mesures de désarmement nucléaire.

10. La vérification du désarmement nucléaire a également fait l'objet d'un certain nombre d'initiatives¹ dont on peut tirer des enseignements et qui fournissent des indications précieuses sur un futur système de vérification multilatérale au regard de l'article VI du Traité. L'Initiative trilatérale qui regroupait les États-Unis, la Fédération de Russie et l'AIEA et avait été lancée en 1996 puis suspendue en 2002 est particulièrement exemplaire. Cette initiative qui représentait l'une des mesures concrètes convenues pour faire avancer systématiquement et progressivement les efforts de mise en œuvre de l'article VI du Traité, adoptées à la Conférence d'examen de 2000, consistait à examiner les aspects techniques, juridiques et financiers liés à la vérification par l'AIEA de matières fissiles d'origine militaire ou autre retirées des programmes militaires. Cette initiative visait à établir un système de vérification dans le cadre duquel les États dotés de l'arme nucléaire pouvaient soumettre les matières déclarées en excédent des besoins de défense. Bien que les matières spécifiques à déclarer aient été laissées à l'appréciation des États, la décision de soumettre ces matières à une vérification par l'AIEA, une fois prise, devenait irrévocable. De plus, conformément aux besoins de la vérification, une fois la décision prise de soumettre des matières à la vérification par l'AIEA, les inspections devenaient obligatoires.

11. Alors que seules des informations restreintes avaient été rendues publiques sur cette initiative, le Directeur général de l'AIEA a informé la Conférence générale, en 2002², que les travaux préparatoires de l'Initiative trilatérale avaient largement abouti et que les experts étaient convenus que les solutions techniques élaborées dans le cadre de cette initiative pouvaient permettre à l'Agence de vérifier toutes sortes de matières fissiles sans que des informations sensibles soient révélées. Il a également confirmé que les estimations préliminaires des coûts de la vérification avaient été réalisées et que le cadre juridique de la vérification avait été mis au point.

¹ Le rapport de recherche n° 9 publié en septembre 2010 par le Verification Research, Training and Information Centre (VERTIC) intitulé « Verifying warhead dismantlement: past, present, future », relatif à la vérification du démantèlement des têtes nucléaires : hier, aujourd'hui, demain, présente de manière détaillée une initiative de la Norvège et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur le démantèlement des têtes nucléaires vérifiées. Ce rapport donne également un aperçu général des autres efforts et initiatives dans ce domaine, et notamment le projet conjoint de 1967 du Département américain de la défense et l'Agence fédérale américaine de maîtrise des armements et du désarmement appelé « Field Test FT-34 », des expériences menées conjointement en mer Noire par des scientifiques des États-Unis et d'Union soviétique dans les années 80, une étude réalisée en 1996 et 1997 par le Département américain de l'énergie sur les modalités de transparence et de vérification dans le cadre du contrôle du démantèlement des têtes nucléaires et l'Initiative trilatérale (États-Unis/Fédération de Russie/AIEA) de 1996 à 2002, ainsi que des études menées sur ces questions au Royaume-Uni entre 1998 et 2005.

² Déclaration à la quarante-sixième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA du Directeur général M. Mohamed El Baradei, le 16 septembre 2002 à Vienne (Autriche).

Autres mesures requises

12. Conformément aux décisions adoptées lors des Conférences d'examen de 1995, 2000 et 2010, en particulier en ce qui concerne l'application des principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence aux mesures de désarmement nucléaire, la Conférence d'examen de 2015 devrait décider de la conclusion, dans le cadre de l'AIEA, de dispositifs renforcés en matière de garantie et de vérification permettant de s'assurer de l'application irréversible des garanties relatives aux matières retirées définitivement des programmes d'armement nucléaire. À cet égard, il est urgent de mettre au point des moyens de vérification du désarmement nucléaire efficaces et adéquats et des modalités de vérification juridiquement contraignantes. Ces mesures pourraient inclure la négociation d'un nouvel accord type, d'un nouveau protocole ou de nouvelles modalités de vérification juridiquement contraignantes qui s'appliqueraient à toutes les matières retirées définitivement des programmes d'armement, donnant ainsi l'assurance que ces matières ne pourraient plus à l'avenir être soustraites ou détournées à des fins de fabrication d'armes nucléaires. Dans ce cadre, l'AIEA pourrait être appelée à prendre toutes les mesures nécessaires pour appuyer l'élaboration des nouvelles modalités de vérification juridiquement contraignantes et la mise en place des capacités techniques requises à cette fin.

13. Comme les dispositifs renforcés de garantie et de vérification visant à instaurer un désarmement garanti dans le monde entier nécessiteront inévitablement des moyens supplémentaires, ces tâches doivent être accomplies sans mettre en péril l'exécution des autres missions statutaires de l'AIEA ni compromettre l'équilibre souhaitable entre les activités de promotion et d'autres activités statutaires de l'Agence.

14. De nouvelles mesures de vérification du désarmement multilatérales et juridiquement contraignantes devraient sous-tendre la réaffirmation d'un moratoire mondial sur la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires, en attendant la conclusion d'un traité non sélectif, multilatéral, assorti de procédures de vérification efficaces au plan international, interdisant la production de matières fissiles destinées aux armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires et permettant de réaliser les objectifs de désarmement et de non-prolifération des armes nucléaires.

15. Tous les États dotés de l'arme nucléaire devraient entreprendre ou accélérer l'établissement d'accords multilatéraux afin de placer les matières fissiles qui ne sont plus requises à des fins militaires, et notamment le plutonium et l'uranium de qualité militaire, sous le contrôle de l'AIEA, et prendre des dispositions pour les réaffecter à un usage pacifique, en s'assurant qu'elles ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires, d'une manière vérifiable.

16. Conformément aux engagements pris au titre de la mesure 5 g) des recommandations figurant dans le Plan d'action de 2010 pour améliorer la transparence et renforcer la confiance mutuelle, les États dotés de l'arme nucléaire devraient s'engager à présenter tous les ans des rapports exacts, complets et exhaustifs sur leurs arsenaux nucléaires et leurs stocks d'uranium et de plutonium hautement enrichis de qualité militaire, en retraçant l'historique de la production de ces produits, ainsi que sur les matières irréversiblement retirées de programmes militaires, conformément aux articles du Traité, et en particulier les articles I et II.

Annexe

Décisions liées à la vérification du désarmement nucléaire

Conférence d'examen et de prorogation de 1995

1. Le paragraphe 13 de la décision relative aux « Principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires » dispose que : « Les matières fissiles nucléaires à but militaire réaffectées à un usage pacifique devraient entrer le plus tôt possible dans le champ des garanties de l'Agence, dans le cadre des accords volontaires de garanties conclus avec ces États. Les garanties devraient s'appliquer universellement lorsque les armes nucléaires auront été complètement supprimées. »

Conférence d'examen de 2000

2. Le paragraphe 22 de la Partie I du Document final, figurant sous l'intitulé « Article III et quatrième et cinquième alinéas du préambule, en particulier dans leurs rapports avec l'article IV et les sixième et septième alinéas du préambule dispose que « La Conférence estime que tous les États parties au Traité sur la non-prolifération, notamment ceux qui sont dotés d'armes nucléaires, devraient rapidement s'employer à améliorer l'efficacité et le fonctionnement du système de garanties afin qu'on puisse être assuré de façon crédible que des matières nucléaires ne sont pas détournées des activités déclarées et qu'il n'y a pas de matières ni d'activités non déclarées. »

3. Le paragraphe 29 du même article dispose que « La Conférence souligne l'importance d'une vérification internationale du transfert irréversible à des fins pacifiques des matières servant à fabriquer des armes nucléaires désignées par chacun des États dotés d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires pour des programmes militaires. Elle appuie les offres unilatérales et les initiatives mutuelles récentes tendant à soumettre à des arrangements de vérification de l'AIEA les matières excédentaires. Les matières fissiles désignées par chacun des États dotés d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires devraient être dès qu'il sera possible soumises au système de vérification de l'AIEA ou à un autre programme de vérification pertinent. »

4. Le paragraphe 1 de l'article intitulé « Article IV et sixième et septième alinéas du préambule », sous la section « Réutilisation des matières nucléaires en vue d'applications pacifiques » précise que « La Conférence note les mesures prises par les États dotés d'armes nucléaires pour réduire leurs arsenaux d'armes nucléaires et souligne l'importance d'une vérification internationale, dès que possible, des matières servant à fabriquer des armes nucléaires désignées par chacun des États dotés d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires pour des programmes militaires et qui ont été transférées de manière irréversible à des fins pacifiques. »

5. Le paragraphe 15 de l'article intitulé « Article VI, alinéas 8 à 12 du préambule » dispose que « la Conférence convient de mesures concrètes portant sur les points ci-après dans le cadre des efforts systématiques et progressifs déployés pour appliquer l'article VI du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires ainsi que le paragraphe 3 et l'alinéa c) du paragraphe 4 de la décision de 1995 sur les « principes et objectifs concernant la non-prolifération et le désarmement nucléaires » :

5. Le principe de l'irréversibilité du désarmement nucléaire et des mesures de contrôle et de réduction des armes nucléaires et autres armes connexes.
6. L'engagement sans équivoque de la part des États dotés d'armes nucléaires à parvenir à l'élimination complète de leurs armes nucléaires et par là même au désarmement nucléaire que tous les États parties se sont engagés à réaliser en vertu de l'article VI.

[...]

10. Promouvoir la prise de dispositions permettant à tous les États dotés d'armes nucléaires de placer dès que possible les matières fissiles dont ils estiment qu'ils n'ont plus besoin à des fins militaires entre les mains de l'AIEA ou d'autres arrangements et mesures de vérification internationaux pertinents afin de les réaffecter à un usage pacifique et s'assurer ainsi que ces matières ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires.

[...]

13. Promouvoir le développement des capacités de vérification qui seront nécessaires pour s'assurer que les accords de désarmement nucléaire visant à créer un monde exempt d'armes nucléaires sont respectés.

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010

6. Les conclusions et recommandations concernant les mesures de suivi réaffirment les décisions des conférences d'examen de 1995 et 2010 et notamment les mesures suivantes :

- Mesure n° 2 : Tous les États parties s'engagent à appliquer les principes d'irréversibilité, de vérifiabilité et de transparence s'agissant de l'exécution de leurs obligations contractées en vertu du Traité;
- Mesure n° 3 : Pour exécuter l'engagement qu'ils ont pris sans équivoque de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires, les États dotés d'armes nucléaires se doivent de redoubler d'efforts pour réduire et, à terme, éliminer tous les types d'armes nucléaires, déployés ou non, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales;

[...]

- Mesure n° 5 : Les États dotés d'armes nucléaires s'engagent à accélérer les progrès concrets sur les mesures tendant au désarmement nucléaire, énoncées dans le Document final de la Conférence d'examen de 2000, de façon à promouvoir la stabilité, la paix et la sécurité internationales, sur la base d'une sécurité non diminuée et plus grande pour tous. À cette fin, ils sont invités à se concerter promptement pour :

a) Progresser rapidement vers une réduction globale du stock mondial de tous les types d'armes nucléaires visés dans la mesure n° 3;

[...]

g) Améliorer encore la transparence et renforcer la confiance mutuelle.

[...]

- Mesure n° 16 : Les États dotés d'armes nucléaires sont encouragés à s'engager à déclarer, s'il y a lieu à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) toutes les matières fissiles désignées par chacun d'eux comme n'ayant plus d'utilité à des fins militaires et à les placer sous le contrôle de l'Agence ou d'autres arrangements et dispositifs de vérification internationaux pertinents, afin de les réaffecter à un usage pacifique et de s'assurer ainsi qu'elles ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires.
- Mesure n° 17 : Dans le contexte de la mesure n° 16, tous les États sont encouragés à appuyer la mise en place, dans le cadre de l'AIEA, de modalités de vérification juridiquement contraignantes, pour faire en sorte que les matières fissiles désignées par chaque État doté d'armes nucléaires comme n'étant plus nécessaires à des fins militaires soient irréversiblement éliminées.
